

Obama ne renonce pas... à faire rebondir la superpuissance US !

Le vote sur sa réforme de santé ne donne pas un brevet d'antibushisme à Obama !

L'Obamaphilie a repris de plus belle, surtout à l'extérieur des USA, depuis qu'Obama a réussi à arracher de haute lutte mais surtout avec beaucoup de concessions à ses adversaires le vote de son projet de santé. Ce vote (un progrès à relativiser pour le peuple américain, soumis à un démantèlement économique et social jamais atteint en période de crise), lui a redonné de l'air. De l'air pour tenter de se refaire une santé en tant que superpuissance.

Après les sourires et poignées de mains des G20, après les discours d'ouverture de Prague et du Caire de 2009, l'heure est au raidissement américain sur tous les fronts.

Vis-à-vis de la Chine, à propos de la parité yuan/dollar, - le gouvernement chinois est accusé de manipuler sa monnaie, en la sous évaluant. Obama vend à nouveau des armes à Taïwan. Joue avec le Tibet, en recevant le dalaï-lama. Contentieux commerciaux multiples. La Chine a été accusée d'avoir sabordé le sommet de Copenhague.

Vis-à-vis de l'Afghanistan : envoi de troupes supplémentaires (30000 soldats) et intensification de la guerre dans la province du Helmand. Au cours de son voyage éclair du 28 mars 2010, Obama galvanise ses troupes et ne renonce pas à chercher la victoire militaire sur le terrain. Karzai, le corrompu et mal élu a de nouveau la cote auprès d'Obama !

Vis-à-vis de l'Iran : les pressions américaines se multiplient pour amener l'ONU à de nouvelles sanctions. La Chine, réticente aux sanctions, est dans le « collimateur ». La menace militaire contre l'Iran est toujours sur la table.

Vis-à-vis de l'Irak en repropulsant le candidat Iyad Allaoui pour les élections législatives. Allaoui, a été nommé en 2004 dans la foulée de l'invasion de 2003, chef du premier gouvernement sous la botte américaine et celle du proconsul Paul Bremer. Période où la corruption a atteint des sommets. Une curieuse façon de préparer leur retrait d'Irak, en plaçant un homme à eux au pouvoir.

Vis-à-vis du conflit israélo-palestinien : malgré les rodomontades d'Obama contre les colonisations israéliennes, en particulier à Jérusalem-est, le dirigeant israélien en visite à Washington s'est vu renouveler le soutien plein et entier des USA, à travers les propos de la secrétaire d'Etat, Hillary Clinton. Le rapport Goldstone sur les crimes de guerre israéliens à Gaza au cours de la guerre 2008/2009 est toujours marginalisé. Le blocus de Gaza n'est pas dénoncé. Les menaces militaires de l'Etat israélien vis-à-vis de l'Iran ou du Liban ne sont pas publiquement dénoncées.

Vis-à-vis de l'Europe, en attaquant l'euro, et laissant faire leurs groupes financiers, les hedge funds : SAC Capital Advisors, Greenlight Capital, Soros Fund Management, Paulson and Co.

En coupant l'herbe sous les pieds d'EADS à propos du contrat d'avions ravitailleurs de l'US Air Force.

Sur la question des fichiers (dossier Swift), rejetés par l'Europe, les USA n'ont pas dit leur

dernier mot.

Vis-à-vis de Guantanamo : la fermeture traîne en longueur.

La seule conclusion à tirer : Obama, nobel de la paix 2009, n'a pas renoncé à restaurer la superpuissance US. Il n'a pas rompu avec le bushisme, il n'est pas le Gorbatchev américain que l'on pouvait espérer ; jusqu'à preuve du contraire, c'est un Bush noir !

La Chine n'est pas une superpuissance !

Pas encore et peut-être jamais. La Chine d'aujourd'hui n'a pas de passé impérialiste, n'a pas de bases militaires en dehors de ses frontières. Elle est bien loin d'avoir les capacités militaires des USA, quelque soit le type d'armes. Elle n'a pas non plus le réseau de surveillance de la planète des USA. Sur le plan militaire, sa seule force est dans le nombre d'individus mobilisables. C'était vrai hier, cela l'est encore.

Elle ne profère aucune menace militaire particulière à l'égard de quelque pays que ce soit. Elle est pour une solution négociée avec l'Iran, la Corée du Nord ou tous les foyers de tension dans le monde aujourd'hui.

Son « tort », pour certains, c'est qu'elle se développe économiquement. Vu sa taille, ça « déménage ». Elle est surnommée « l'atelier du monde » Elle fait partie des pays du Sud, émergents. Elle exporte beaucoup ! Ce fut et c'est encore sa force, ce pourrait être sa faiblesse. Risque de surproduction ?

Elle cherche à assurer ses approvisionnements en matières premières, non pas comme l'ont fait les USA ou d'autres, par la force militaire ou en fomentant des coups d'Etat chez les autres, mais en invitant à la même réunion presque tous les dirigeants africains d'un coup à Pékin, comme en 2006. Ou en envoyant ses dirigeants sillonnés l'Amérique du Sud et passer des accords commerciaux.

A la veille du G20 d'avril 2009, elle a proposé un panier de devises dont la sienne pour remplacer le dollar sur le plan international. Elle ne faisait que tirer une leçon évidente de la crise.

Elle a refusé avec d'autres pays du Sud le « consensus occidental » qui se dessinait à la veille de Copenhague en décembre dernier. Les pays du Nord, USA et Europe, même affaiblis par la crise, sont mal venus de brandir le réchauffement climatique et la pollution liée à l'activité industrielle pour tenter d'entraver le développement des pays du Sud avec en perspective une taxation de leurs exportations. Les mêmes qui avaient fait assaut de déclarations contre le protectionnisme aux trois G20 durant l'année écoulée.

Le vrai scandale de la taxe carbone, il est là ! Le journal algérien Al Watan chiffrait le manque à gagner pour les pays producteurs de gaz et de pétrole pour les 40 prochaines années à 3000 milliards de dollars. Le montant du renflouement des banques occidentales il y a un an. Autant dire que la négociation était très mal engagée. A reprendre sur d'autres bases.

Les points noirs de la Chine mais qui n'en font pas une superpuissance pour autant :

- 1 les atteintes aux droits de l'homme, très nombreux ; la liberté d'expression rognée par exemple à travers la censure sur Internet, qui pousse Google à se replier sur Hongkong, ou l'arrestation de dissidents.
- 2 La répression au Tibet (2,5 millions d'habitants) et au Xinjiang (un peu plus de 17 millions d'habitants) qui est inacceptable mais à relativiser compte tenu du nombre de gens concernés par rapport à la population totale.

3 La Chine est devenue une puissance capitaliste au diapason de l'essentiel des pays du monde, depuis le basculement d'orientation politique et du régime effectué sous Deng Xiaoping à partir de 1977/78.

Qu'elle puisse devenir une superpuissance, la question reste ouverte, mais n'est pas réglée. Comme beaucoup de pays capitalistes dirigés par une bourgeoisie aux dents longues, elle n'a rien d'autre en magasin à proposer que son nationalisme. La crise n'est pas finie, et peut rebondir y compris chez elle.

Le fil conducteur pour la période : l'idée du gouvernement mondial !

Dans le contexte de crise globale, ce qui ressort : c'est que les pays émergents sont pour le moment la locomotive de la croissance mondiale, c'est la raison pour laquelle nous les appelons à devenir l'embryon d'un gouvernement mondial.

Ils sont a priori, (restons prudent) du fait des masses humaines qu'ils représentent et qui aspirent au développement et de leur décollage récent, moins pollués par « l'addiction » à la sphère financière et plus dans la production réelle.

Pour le reste, le bilan du sursaut d'Obama pour échapper au déclin comme la transformation de la Chine en superpuissance, ne sont pas faits.

A partir de là, défendre l'idée de gouvernement mondial, même bourgeois, a quelques avantages et peut aider à se repérer :

- Certains disent que nous mettons « la barre haute », mais c'est le capitalisme global qu'il l'a placé si haute, plus précisément les banques et les financiers, les multinationales. C'est un moyen de rappeler que si eux ne sautent pas, (expropriation) ou au minimum n'ont pas en face d'eux un contre-pouvoir, aucune avancée réelle n'est possible.

- Cette idée permet de « faire le trou » avec le ou les candidats potentiels qui rêvent de (re)devenir une superpuissance et diriger le monde selon leurs intérêts particuliers, par la force, sans la moindre légitimité. Nous sommes pour le suffrage universel dans son sens le plus immédiat. L'économie-monde, même capitaliste, n'est pas condamnée à être dirigée par une superpuissance.

- C'est un mot d'ordre qui a des répercussions sur l'ensemble des questions sociales, ici comme au Sud.

Prise en compte de l'économie-monde. Plan de relance ou de développement mondial, choix des zones à développer en priorité. Salaire minimum mondial ou émergent. Un temps de travail harmonisé et unique, pour éviter les délocalisations brutales qui font se diviser les travailleurs entre eux. Maîtrise des flux migratoires.

Une couverture sociale (santé et retraite) par répartition mondiale permettrait aux travailleurs du Nord de sortir de l'impasse dans laquelle nous nous trouvons avec l'émiettement étatique actuel, et la baisse des actifs, du fait de la pyramide des âges dans nos pays. Pour les travailleurs du Sud de se libérer de la contrainte de devoir épargner toute leur vie active en prévision de leurs vieux jours. Pour l'éducation : un âge minimum unique pour entrer sur le marché de l'emploi mondial libérerait les enfants du monde du travail, et limiterait la concurrence avec les actifs adultes.

- C'est un mot d'ordre utile pour vérifier le sérieux des convictions écologistes. Si les menaces qu'ils affirment sur le climat et le réchauffement de la planète sont vrais, c'est, d'emblée, au niveau mondial qu'il faut agir et de concert avec tous les pays du Sud et pas

sous forme d'aide comme autrefois avec le Tiers Monde, ou en les pénalisant à coup de taxes. Il s'agit de repenser la production mondiale avec tous les acteurs de cette production.

- C'est accessoirement le moyen de dénoncer tous les politiques qui n'ont pour ambition que de faire carrière et qui sont à la recherche de « places » et qui entendent bien profiter du chaos ambiant, alors qu'un gouvernement mondial antitotalitaire et démocratique devra simplifier les fonctions et les outils de direction.

- C'est le seul moyen d'apurer les dettes (celles dues au renflouement des banquiers) une fois pour toutes, avec un début de rupture, alors que le discours dominant qui se rôde sur le dos de la Grèce, nous enferme dans une logique de culpabilisation comme si les peuples avaient été les « cigales » de la fable, oubliant au passage qu'une génération complète a déjà vécu dans un contexte de crise, depuis la fin des Trente glorieuses (1975).

Ce n'est pas un mot d'ordre futuriste, valable aux calendes grecques, ou que nous aurions proposé de tous temps. C'est le mot d'ordre de la période où l'unité de l'économie-monde est devenue une réalité, avec ses classes sociales parfaitement repérables, et où les politiques « locaux » de tous bords s'épuisent (quand ils ne se ridiculisent pas) dans un volontarisme vain, parce que les « outils » qu'ils ont sous la main ou qu'ils visent sont obsolètes. C'est le mot d'ordre de la période où la superpuissance US est affaiblie, peut-être définitivement, si nous n'hésitons pas à contrer le Bush noir, Obama, et où une direction du monde sans superpuissance et anti-hégémonique est possible. C'est le mot d'ordre de la période où l'unité des travailleurs, Nord et Sud, se développe et se consolide, pour bousculer le monde capitaliste et le monde de la politique, pour bâtir une société mondiale juste et prospère.